

DISCOURS DE GEORGES POMPIDOU

VOYAGES À ALBI (1964 ET 1970)

Georges Pompidou grandit à Albi, où son père enseigne l'espagnol au lycée Louis Rascol. Élève au lycée Lapérouse jusqu'au baccalauréat (1928), il est ensuite admis en classes préparatoires à Toulouse.

Devenu Premier ministre, Georges Pompidou fait une visite officielle à Albi le samedi 15 mai 1964, à l'occasion de laquelle il prononce deux importants discours. Le premier porte sur la modernisation de l'enseignement secondaire et la réforme du baccalauréat et la place du latin (p. 1). Le deuxième est l'allocution d'ouverture de l'exposition Toulouse-Lautrec, à l'occasion du centenaire de la naissance du peintre (p. 4).

Georges Pompidou a ensuite l'occasion de se rendre à titre privé à Albi lorsqu'il séjourne dans sa maison de Cajarc, à quelques dizaines de kilomètres de la ville. Il y revient officiellement comme président de la République le 5 avril 1970. À la mairie d'Albi, il encourage le développement économique de la région, reposant notamment sur les petites et moyennes entreprises (p. 6). Ensuite, au cours du banquet qui réunit les anciens élèves du lycée Lapérouse, il revient sur les transformations de l'enseignement secondaire, le latin et la signification du baccalauréat (p. 8).

CONTACT

Institut Georges Pompidou

6 rue Beaubourg

75004 Paris

01 44 78 41 22

recherche@georges-pompidou.org

www.georges-pompidou.org

twitter.com/IG_Pompidou

www.facebook.com/InstitutGeorgesPompidou



À propos de ce document

L'Institut Georges Pompidou, association reconnue d'utilité publique, consacre ses efforts à la recherche sur l'activité de Georges Pompidou comme Premier ministre et comme Président de la République, par le biais de colloques, de publications et de documentation en ligne, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les Archives nationales.

L'Institut a entamé la saisie systématique des discours de Georges Pompidou, dont il possède une collection presque complète (environ 1 mètre linéaire). Il s'agit de photocopies des originaux déposés aux Archives nationales, fonds présidentiel 5AG2, cartons 1086 à 1091. Certains textes peuvent se révéler incomplets ou partiellement lisibles. Les textes des discours prononcés à l'Assemblée nationale proviennent des compte rendus des débats publiés par le Journal officiel et disponibles en ligne sur le site des archives de l'Assemblée nationale (<http://archives.assemblee-nationale.fr/>). La saisie a été assurée par les chargés de recherche de l'Institut, Cédric Francille et Émilie Robin, avec l'appoint de stagiaires recherche.

Ces discours font l'objet d'un travail éditorial réalisé par Émilie Robin. Il s'agit d'une part de leur description par un jeu de mots-clés indexant les thèmes abordés. Il s'agit d'autre part d'une transcription à fins de consultation et de recherche : se reporter à nos originaux pour les éventuelles marques de correction ou encore pour la mise en page d'origine.

Discours à Albi (15 mai 1964)

Mots-clés : Aménagement du territoire – Budget – Éducation nationale – Enseignement technique – Jeunesse

Ce discours est prononcé au lycée d'Albi, où Georges Pompidou a fait ses études secondaires dans les années 1920. Cette transcription se base sur la photocopie d'une version corrigée et raturée.

Quel effort auraient à faire les maîtres de notre enfance pour embrasser les problèmes que nous pose aujourd'hui l'Éducation nationale ! Ils ont connu une France où le nombre des naissances ne compensait pas le nombre des décès, où l'enseignement était adapté à une structure sociale ancienne, l'enseignement secondaire et supérieur recevant les fils de la bourgeoisie et les plus brillants des enfants du peuple et leur inculquant une culture essentiellement littéraire, tandis que l'enseignement primaire assurait la formation de l'immense majorité des enfants.

Or, voici que la France est devenue un pays jeune, où le taux des naissances est un des plus élevés d'Europe. Voici que l'enseignement féminin dans tous les domaines atteint la parité avec l'enseignement masculin. Voici que toutes les catégories sociales réclament à juste titre l'égalité des chances pour leurs enfants c'est-à-dire un enseignement non seulement ouvert à tous, mais réellement accessible à tous et menant chacun aussi loin qu'il peut aller sur le chemin de l'instruction. Voici que les sciences et les techniques prennent une importance capitale, et semblent reléguer les enseignements littéraires au second plan. Voici enfin que le bouleversement du monde et le développement accéléré des connaissances humaines obligent à refondre constamment les programmes d'histoire, de géographie, de science, et à faire de la recherche non plus l'apanage de quelques savants de génie travaillant dans des laboratoires de fortune, mais un complément indispensable de l'enseignement lui-même.

Toutes ces transformations créent pour le Gouvernement responsable au premier chef de l'Éducation nationale et pour qui ce doit être une préoccupation prioritaire des obligations d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Ces obligations, nous en avons conscience. Elles comportent une action constante et révolutionnaire dans deux directions, d'une part, la réorganisation de notre enseignement, d'autre part, la mise en place des énormes moyens matériels nécessaires à cet enseignement.

Réforme de l'enseignement : c'est notre préoccupation constante ; commencée en 1959, continuée en 1963, elle va être complétée par la réforme des années terminales de l'enseignement du second degré et par la réforme de l'enseignement supérieur.

Il serait fastidieux qu'ici je prétende exposer en détail les moyens de cette réforme. Qu'il me suffise d'en donner rapidement l'esprit et les objectifs. Notre préoccupation, c'est de faire que tous les enfants quelle que soit leur origine, soient traités sur un pied d'égalité et mis en mesure de courir pleinement leur chance. C'est que chacun puisse accéder à un métier qui lui convienne et dont le pays a besoin. Cela suppose d'abord le passage obligatoire pour tous par l'enseignement primaire.

Cela veut dire ensuite tout au long du cycle secondaire un enseignement diversifié, ne serait-ce que pour ne pas ralentir les plus doués, et ouvrant si possible au sein d'établissements polyvalents, toutes les directions, grâce à un système d'orientation confié pour l'essentiel aux maîtres qui, de façon continue et avec des options obligatoires à certaines échéances, mène les enfants vers les carrières auxquelles ils sont le plus aptes. Cela suppose que ces établissements polyvalents soient progressivement généralisés de façon en particulier à ce que les enfants de milieu rural ou ouvrier aient la possibilité d'accès aux études fussent-elles classiques sans être contraints de quitter leur milieu familial.

Cela suppose une mutation et une progression de l'enseignement technique, qui ne doit pas apparaître comme destiné à recueillir ceux qu'a rejetés l'enseignement général, mais comme un enseignement essentiel préparant aux carrières et donnant la formation dont la civilisation moderne a le plus besoin. Enseignement technique qui doit d'ailleurs ouvrir les portes de l'enseignement supérieur au même titre que les autres.

Cela suppose que la liaison entre le second degré et le supérieur soit plus souple et mieux adaptée, et que les études supérieures elles-mêmes puissent faire l'objet d'une sélection sérieuse au lieu d'accueillir comme aujourd'hui essentiellement ceux qui sont moins pressés de gagner leur vie, c'est-à-dire les plus fortunés. Cela suppose enfin que l'université s'adapte à une situation toute nouvelle et que, sans sacrifier nos vieilles traditions de culture classique, elle comprenne qu'un enseignement qui s'adresse à tous ne peut se désintéresser des réalités économiques ni par conséquent des carrières offertes aux jeunes. Égal pour tous, souple et diversifié, ouvert sur la vie, largement décentralisé, réalisant une sélection progressive et toujours positive, tel doit être l'enseignement dans un pays qui se veut moderne et vivant.

Cet exposé, quoique succinct, démontre combien ces problèmes sont l'objet de l'attention gouvernementale et combien notre action cherche à favoriser la grande transformation de la France, à préparer l'avenir de notre jeunesse. Mais que dire de l'effort que nous devons accomplir pour fournir à l'Université les moyens dont elle a besoin ?

Sur ce point, et bien qu'il ne soit pas dans mes intentions de critiquer ici qui que ce soit, je suis bien obligé de constater que la situation que nous avons trouvée en 1958 était préoccupante.

Alors que l'expansion démographique était un fait évident, alors que les déplacements de la campagne vers les villes étaient prévisibles, alors que le besoin d'une instruction plus large était général et à juste titre encouragé par les pouvoirs publics, la politique de formation et d'utilisation des maîtres, la politique d'implantation et de constructions scolaires restait soit retardataire soit gravement insuffisante. On s'imaginait qu'il suffisait d'augmenter le nombre des places offertes aux candidats à des fonctions enseignantes pour pouvoir encadrer la jeunesse, alors que les générations où sont recrutés les maîtres étaient et sont encore aujourd'hui les moins nombreuses qu'ait jamais connues la France, alors que les générations d'âge scolaire sont au contraire parmi les plus nombreuses.

On fermait les yeux devant la nécessité d'un effort exceptionnel, commandé par les chiffres ; la population scolaire de la France était en 1939 d'à peine plus de 5 millions ; elle est aujourd'hui de près de 9 millions. L'enseignement secondaire avait en 1939 440 000 élèves. Il en

a aujourd'hui 1 800 000. L'enseignement technique avait en 1939 70 000 élèves. Il en a aujourd'hui 510 000. L'enseignement supérieur groupait en 1939 moins de 80 000 étudiants. Aujourd'hui, la seule Faculté de Paris dépasse largement ce total et la France a 300 000 étudiants.

C'est pourquoi la V^e République a immédiatement entrepris un effort sans précédent en faveur de l'Éducation nationale. Les crédits d'investissement et de fonctionnement de ce ministère, qui représentaient en 1958 à peine 10% du budget, ont été portés par paliers successif à 13%, puis en 1963 à 14%, en 1964 à 15,9%. En valeur absolue et compte tenu du développement économique et financier de la France depuis six ans, les chiffres sont plus éloquents encore. Le budget de l'Éducation nationale en 1958 représentait 482 milliards d'anciens francs. Dans la même monnaie, il représente aujourd'hui 1 372 milliards, soit près de trois fois plus.

Le gouvernement de 1958 consacrait à chaque enfant ou adolescent faisant ses études dans un établissement public une somme annuelle moyenne de 67 000 francs anciens. Malgré l'augmentation de la population scolaire, nous dépensons aujourd'hui 155 000 anciens francs par enfant.

Vous pouvez juger d'ailleurs de l'importance de cet effort par ce qui est fait à Albi où les deux opérations en cours, le lycée technique où nous sommes et le lycée de jeunes filles, coûtent chacune près de 2 milliards d'anciens francs. Croyez bien que si, oubliant mes fonctions et la part que j'ai eue dans les décisions, j'essayais d'être un simple spectateur, je serais stupéfié en me rappelant que durant les 17 années de ma jeunesse vécues à Albi, je n'ai vu, en matière de constructions scolaires, en tout et pour tout, que la réparation du vieux lycée après l'incendie qui le détruisit partiellement en 1926.

Ces précisions, je ne le donne pas pour en tirer vanité. En accomplissant un effort sans précédent pour compenser le passé et préparer l'avenir, nous ne faisons que notre devoir. C'est un devoir auquel je suis peut-être plus sensible qu'un autre, étant étroitement lié à l'Université. Mais notre effort pour aboutir a besoin d'être soutenu et prolongé par l'action de tous et, plus particulièrement, du corps enseignant. Né dans une famille universitaire, longtemps universitaire et entouré de proches qui le sont demeurés, je sais trop la capacité de dévouement des maîtres de l'enseignement public, leur foi dans un métier qui demeure une vocation, pour douter de cette action. Peut-être y faut-il plus que du dévouement, un esprit résolu de renouveau ; peut-être l'heure est-elle venue de secouer les vieilles habitudes et d'accepter sans regret des changements qui, de toute façon, se feront.

Notre société a changé. Notre pays a changé. Tout change autour de nous. Les programmes de 1902 sont dépassés. Les méthodes de l'enseignement traditionnel dont nul plus que moi ne garde au cœur la nostalgie liée aux visages de mes vieux maîtres, sont dépassés. Il faut l'accepter, mieux, il faut le vouloir. C'est ainsi d'ailleurs que nous retrouvons la tradition de la France et de la République, celle qu'exprimait quelqu'un que je ne puis passer à Albi sans citer, je veux dire Jean Jaurès, lorsqu'il disait en 1903 au lycée d'Albi précisément :

« Rien n'est plus menteur que le vieil adage pessimiste et réactionnaire de l'Ecclésiaste désabusé : "il n'y a rien de nouveau sous le soleil". Le soleil lui-même a jadis été une nouveauté et la terre fut une nouveauté et l'homme fut une nouveauté. L'histoire humaine n'est qu'un effort incessant d'invention, et la perpétuelle évolution est une perpétuelle création. »

C'est cette perpétuelle création dont nous entendons être non des spectateurs désenchantés, mais des acteurs conscients, résolument tournés vers la jeunesse et vers l'avenir.

Hommage à Toulouse-Lautrec (15 mai 1964)

Mots-clés : *Art et culture – Histoire/mémoire*

À l'occasion du centenaire de la naissance de Toulouse Lautrec (24 novembre 1864-9 septembre 1901), une exposition rétrospective est organisée au Palais de la Berbie de juin à septembre, avant d'être déplacée au Petit Palais d'octobre à décembre.

Je suis heureux et fier d'inaugurer aujourd'hui le cycle des manifestations par lesquelles la ville d'Albi commémore le centième anniversaire de la naissance d'un de ses enfants les plus illustres : Henry de Toulouse-Lautrec.

Voilà cent ans qu'il est né. Mais voilà près de 63 ans qu'il est mort. On mesure la brièveté de cette existence si féconde et si étrange. Pensons un instant à la rencontre, dans l'atelier du peintre le plus conventionnel qui soit, de deux novateurs de génie, Toulouse-Lautrec et Van Gogh, tous deux condamnés à mourir tragiquement à l'âge de 37 ans après avoir marqué de leur influence tout l'art contemporain.

La tentation est grande de trouver dans la vie de Toulouse-Lautrec une explication amère et désespérée de sa peinture. Grand nom, grande fortune, la disgrâce physique fait de celui qui aurait [dû] être un gentilhomme excentrique, passionné de femmes, de chiens, de chevaux, peut-être de fauconnerie comme son père, et cultivant en amateur un goût pour le dessin, héréditaire dans sa famille, la disgrâce physique en fait un homme seul, cherchant l'illusion du plaisir dans l'alcool, l'illusion de l'amour chez les prostituées et l'illusion du bonheur dans l'art, transposant ce que madame de Staël disait pour elle-même : « La gloire n'est jamais que le deuil éclatant du bonheur. »

Et sans doute y a-t-il eu de tout cela. Mais la destinée humaine a des racines plus profondes et plus mystérieuses. Ce n'est pas un hasard si la fin du XIX^e siècle a vu beaucoup d'artistes, qui ne souffraient pas du même handicap que Toulouse-Lautrec, sombrer comme lui dans les paradis artificiels de toute sorte, qu'il s'agisse de Baudelaire ou de Verlaine, de Van Gogh ou de Gauguin. Je suis pour ma part convaincu que la vocation artistique de Toulouse-Lautrec lui était essentielle et antérieure à la révélation de sa disgrâce physique. Et je suis convaincu d'autre part que sa vocation était celle d'un artiste classique au sens le plus profond

du terme, c'est-à-dire d'un artiste qui au lieu de chercher son inspiration en lui-même, la trouve tout naturellement dans l'attention qu'il porte au monde extérieur, et en premier lieu dans la curiosité inlassable pour le spectacle humain, qui le conduisait aussi bien dans la maison close de la rue des Moulins qu'à Londres aux obsèques de la reine Victoria.

Étudiez la Cour et connaissez la Ville, disait le théoricien de notre classicisme. Pour Toulouse-Lautrec, à l'époque où il vivait, la Cour et la Ville, c'était la vie parisienne sous tous ses aspects, depuis les réunions mondaines jusqu'aux maisons de plaisir en passant par le cirque et le Moulin-Rouge. Classique encore le goût de la perfection technique, classique la priorité donnée au dessin sur la couleur, au trait sur l'impression, à la précision sur le flou.

Au total, c'est une œuvre considérable qu'il nous laisse, œuvre, par certains côtés, de « reporter » témoin de son temps mais qui au-delà de l'anecdote ou des circonstances atteint sans effort à l'éternel. Œuvre remarquable par une vision aiguë de clinicien, qui surprend d'autant plus qu'il cherche le plus souvent ses modèles chez ceux et surtout chez celles dont le métier est de plaire ou de séduire, actrices, chanteuses, danseuses, pour ne pas parler des prostituées. C'est là qu'on peut toucher de plus près le caractère humain de l'art de Lautrec, dans la mesure où toutes ces femmes dont la profession est de distraire semblent la proie d'une obsédante mélancolie. Comment ne pas penser à Baudelaire évoquant

Le travail banal
De la danseuse folle et froide qui se pâme
Dans un sourire machinal

Et dès lors, c'est sans doute une grande tendresse qu'on découvre sous tant de portraits en apparence impitoyables.

Le génie de Toulouse-Lautrec rejaillit aujourd'hui sur sa ville natale. Réjouissons-nous, Albigeois de naissance ou d'adoption, de voir ici réunis, en ce magnifique palais de la Berbie, un ensemble sans égal. Rendons-en grâce aux donateurs, sa famille, ses amis, à ceux aussi qui se sont consacrés à réaliser ici un des plus beaux musées qui soient. Rendons-en grâce surtout à Toulouse-Lautrec lui-même qui, projetant son regard brûlant de myope sur le spectacle d'une civilisation finissante, a su en tirer des images promises à une éternelle jeunesse.

Allocution à la mairie d'Albi (5 avril 1970)

Mots-clés : Administration – Artisanat – Commerce/distribution – Jeunesse

Georges Pompidou est accueilli à sa descente d'hélicoptère par le maire de la ville, Laurent Mathieu. Il dédicace le ballon de l'équipe de rugby de la ville puis se rend à la mairie où il prononce ce discours.

Cette visite est pour moi, d'abord, un pèlerinage. L'attachement que je porte à la ville d'Albi est celui de quelqu'un qui y a passé sa jeunesse et son adolescence et qui lui a gardé la reconnaissance du cœur et aussi de l'esprit car c'est là que j'ai reçu ma formation intellectuelle. Quand j'évoque Albi et le département du Tarn tels que je les ai connus, il me semble en avoir gardé le souvenir d'une région délicieuse, très belle et un peu assoupie. C'était un trait caractéristique de la France, vidée de son sang par la Grande Guerre, c'était aussi un peu particulier à notre Sud-Ouest qui se laissait aller à la douceur de vivre, que son climat, son charme, sa gastronomie lui conseillaient.

Aujourd'hui, j'ai la joie de constater que le Tarn et Albi, comme toute la France d'ailleurs, sont en pleine transformation, aspirent à une activité plus grande et à une ambition profonde de faire de ce département et de cette ville un centre économique, intellectuel, touristique, important. Sans doute y a-t-il encore beaucoup à faire et les besoins sont grands mais d'ores et déjà on en aperçoit les signes. Vous avez rappelé tout à l'heure la décision que j'ai prise comme Premier ministre de créer ici une centrale thermique. C'est sans doute une raison d'activité pour Albi, c'est surtout un gage de durée pour nos mines de Carmaux très menacées.

À côté de cette décision, j'en vois d'autres qui sont en cours de réalisation ou qui le seront. À l'heure actuelle, une entreprise d'une certaine importance va s'installer à Albi. Vous savez que, en collaboration avec la CECA, nous avons mis à l'étude un plan de reconversion de la région Albi-Carmaux. Enfin, parce qu'on n'en fait pas tout avec l'aide des autres, il y a la volonté de la population, la volonté de la jeunesse, jeunesse qui devient très nombreuse comme en témoignent les innombrables bâtiments scolaires qui sont élevés à Albi. Il y a donc une volonté profonde pour une rénovation.

Cette rénovation, bien entendu, entraîne des troubles ; elle gêne beaucoup d'habitudes. Je voudrais essayer de rassurer en même temps que d'expliquer. Dès lors qu'on se transforme, on remue et quand on remue, il y a pour tout le monde des ennuis et des efforts à faire. Mais il ne faudrait pas confondre l'avenir des professions et des hommes avec le maintien des habitudes, et quelquefois des routines. C'est vrai de l'agriculture où il est évident que notre agriculture a un grand avenir devant elle ; l'agriculture familiale, je n'ai cessé de le répéter, a un avenir devant elle, à condition, bien entendu, de s'adapter aux nécessités modernes et en particulier aux besoins du Marché commun. C'est vrai de ce monde du commerce et de l'artisanat qui, à l'heure actuelle, se montre particulièrement troublé et qui confond, me semble-t-il, l'avenir de la profession avec le maintien de certaine routine ou la critique de certaines habitudes administratives.

Il faut que tout le monde mette du sien dans cette affaire. L'État a certainement à réviser sa propre politique, par exemple fiscale ; les collectivités locales ont à réviser leur propre politique et à se pencher sur les problèmes de financement qui sont leurs préoccupations fondamentales. Mais les professions, elles aussi, doivent se pencher sur leurs propres habitudes et en admettre la transformation.

Je n'ai cessé de dire depuis maintenant huit ans que je suis dans la vie gouvernementale, que le commerce et l'artisanat avaient un avenir, et je ne l'ai pas dit, croyez-le bien, pour des raisons électorales, démagogiques ; je l'ai dit parce que je le crois, parce que c'est une vérité économique. La preuve, nous la trouvons dans un pays extrêmement évolué comme sont les États-Unis et où nous voyons que les grandes concentrations industrielles entraînent un développement parallèle de la petite industrie et qu'aujourd'hui même, par exemple, on ressent profondément le manque d'artisanat et on essaie d'orienter une partie de la jeunesse vers ces professions.

C'est tout à fait naturel, car il est évident que dans le domaine de sous-traitance, de l'entretien, de la réparation, pour ne pas parler des vieilles industries traditionnelles de qualité qui sont la marque particulière de la France, il y a pour l'artisanat un avenir important. De même pour le petit commerce. Il n'y a pas en France trop de petits commerces, il y a trop de petits commerces désuets. C'est un problème de modification des habitudes, qu'il s'agisse des méthodes d'achat, de présentation, de prospection de vente. Cela il faut que la profession le fasse et le fasse en collaboration avec les pouvoirs publics.

Collaboration, examen ensemble des problèmes en toute bonne foi et non pour défendre purement et simplement des intérêts corporatifs ou des routines administratives. Il faut que chacun s'y mette avec la volonté d'aboutir et répudie cette maladie du monde moderne qui est le recours à la violence, recours que, je dois le dire, mon Gouvernement ne saurait tolérer et ne tolérera pas. On parle constamment d'apaisement, il faut parler de paix ; s'il y a paix civile, s'il y a respect de la paix civile par tout le monde, eh bien, il n'y aura besoin ni de répression, ni par conséquent d'apaisement.

Pour en revenir à Albi, en tout cas, monsieur le maire, vous pouvez compter sur mon action personnelle par attachement et aussi par conviction que ces départements du Sud-Ouest doivent connaître un développement économique important pour l'équilibre politique, social, économique de la France et en particulier de la France dans l'Europe. C'est à ce titre que je vous aiderai de tout cœur, notamment dans ce développement des relations, des communications parce que de nos jours, la communication dans toute ses formes, y compris la télécommunication, est à la base du développement économique.

Je ne voudrais pas terminer simplement sur des paroles de sagesse ou de raison. Je voudrais vous dire à quel point je suis touché par l'accueil que vous me faites, que me fait le Conseil municipal dans cette mairie où a siégé mon père qui serait si heureux s'il pouvait être aujourd'hui parmi nous, par l'accueil que me fait la population albigeoise et vous dire à vous, monsieur le Maire, pour tous les Albigeois et toutes les Albigeoises, mon affection et ma reconnaissance.

Allocution au lycée d'Albi (5 avril 1970)

Mots-clés : *Baccalauréat – Éducation nationale – Jeunesse – Latin – Université*

Après son discours à la mairie, Georges Pompidou se rend au lycée Lapérouse, où il participe au banquet des anciens élèves en compagnie notamment de son ami d'enfance Louis Fieu. Sa journée se termine par des entretiens à la préfecture.

Mon cher Fieu,

Mes chers camarades,

Quand on revient sur les lieux où l'on a passé sa première jeunesse, on ne sait pas la part exacte qu'il faut donner au regret de cette jeunesse qui est au fond de tous les hommes et ne fait que s'accroître au fur et à mesure qu'on s'en éloigne.

Mais il semble que le sentiment qui prévaut aujourd'hui plus que celui du regret, est celui d'une certaine fraternité, de la camaraderie qui est, je crois, plus développée chez les garçons que chez les filles. La camaraderie, en quoi consiste-t-elle ? Quand je me rappelle notre jeunesse, les disputes qui s'élevaient entre nous, quand je pense surtout au fait que cette camaraderie existe, profonde, entre des gens qui ne se sont jamais rencontrés, qui se sont succédé à dix ou dix-quinze ans d'intervalle dans le même lycée, je pense que la camaraderie ne repose pas finalement sur des affinités ou sur des préférences particulières comme l'amitié par exemple, mais qu'elle repose sur un ensemble de souvenirs communs acquis et qui se sont installés en nous-mêmes. Je crois, si je puis me permettre l'expression, que les camarades sont particulièrement consubstantiels ; ils ont en eux en commun des souvenirs, une formation qui ont contribué à former leur personnalité et se sont installés en eux définitivement, de sorte que la camaraderie traverse les années, parce qu'elle ne peut pas ne pas les traverser.

Mais, il n'y a pas que cette impression de camaraderie, il y aussi l'attachement pour toutes ces vieilles pierres, pour ces salles, pour ces bancs. Je me demande aussi d'où vient cet attachement. Assurément pas du confort que nous y avons connu, et qui n'a dû guère se modifier. Il me semble que d'abord c'est dû au souvenir excellent que nous avons tous gardé de nos professeurs. On ne peut pas dire qu'ils étaient tous brillants ; il y en avait de plus méchants et de plus indulgents.

Quant à nous, nous étions comme tous les jeunes gens, c'est-à-dire disposés à être insupportables, et guettant avec soin la possibilité entrevue du chahut. Cette possibilité-là, on la trouvait quelquefois et on en usait pleinement. Souvent aussi, on rencontrait l'os, le dur et on s'inclinait sagement.

Mais finalement, quels qu'aient été les rapports individuels au cours de l'année, les notes reçues, les punitions infligées, finalement nous avons tous conscience que nos professeurs étaient dévoués à leur tâche, qu'ils s'y consacraient passionnément. Ils ne faisaient pas

simplement un métier pour gagner leur vie. Ils avaient conscience qu'ils remplissaient un devoir en nous transmettant un certain nombre de connaissances et des habitudes de raisonnement. De telle sorte qu'au fond, nous les respections et nous les aimions et qu'eux-mêmes nous aimaient.

Et puisque tu évoquais, tout à l'heure, mon cher Fieu, un certain nombre de souvenirs de notre génération, j'en évoquerai un autre, notre professeur de philosophie, Griollet, qui prêtait le flanc, il faut bien l'avouer, au chahut et il le prêtait d'autant plus que, phénomène exceptionnel à cette époque, la classe de philosophie était mixte. Toute l'année, nous l'avons vraiment fait souffrir. Mais cet homme excellent avait une passion, c'était les animaux. Est-ce à ce titre qu'il nous aimait, mais toujours est-il qu'à la fin de l'année, nous avons tous été saisis d'un remord collectif et que nous lui avons apporté notre adhésion collective et individuelle à la Société protectrice des animaux. Je me rappelle que Griollet avait les larmes aux yeux et qu'il a dit « Ça fait tout pardonner ».

C'étaient ces relations entre professeurs et élèves, cette affection et ce dévouement qu'ils nous manifestaient, dont je me souviens. Et puis nous avons reçu dans ce lycée une formation qui reposait, me semble-t-il, sur des méthodes intellectuelles, une certaine rigueur du raisonnement. On nous obligeait à être précis, on nous obligeait à enchaîner les idées et on nous obligeait à ne déduire des prémices que des conséquences logiques. En même temps qu'on nous inculquait une méthode de pensée, on nous donnait ce qu'on appelait à l'époque la culture générale.

Je dis ce qu'on appelait à l'époque, parce qu'on parle aussi beaucoup aujourd'hui de culture générale mais trop souvent on considère que la culture générale consiste à pouvoir dire n'importe quoi sur n'importe quoi sans en rien connaître. La culture générale que nous avons connue, c'étaient des connaissances précises dans un certain nombre de matières diverses. C'était par là même une formation extrêmement solide dont nous profitons plus ou moins les uns ou les autres et de façon plus ou moins brillante bien entendu, mais qui finalement bon gré mal gré pénétrait en nous et nous a permis à tous de faire dans la vie des carrières convenables, en étant capables de remplir un métier parce que nous savions un certain nombre de choses et que surtout nous savions raisonner.

Où en est-on aujourd'hui et comment n'évoquerais-je pas un peu les problèmes de l'université et de l'enseignement secondaire ? Quand on dit, l'Université, on pense d'habitude à l'enseignement supérieur et cet enseignement supérieur donne à l'heure actuelle au pays un spectacle qui quelquefois l'étonne ou même l'indigne. Je ne voudrais pas, quel que soit le caractère scandaleux et intolérable de certaines violences, donner une importance excessive aux désordres dans l'Université. Il y en a, ils existent, ils doivent disparaître mais ils ne sont pas finalement le fond du problème. Le fond du problème pour notre Université c'est de repenser sa propre substance, et sa propre finalité en même temps que ses méthodes.

L'Université française à l'heure actuelle, comme toutes les Universités dans le monde d'ailleurs, se cherche et se trouve mal. Et parce qu'elle ne se trouve pas, certains tendent à vouloir la reconstituer telle qu'elle a été, brillante pendant des siècles, d'autres s'imaginent qu'en mêlant tout, bouleversant tout, il sortira de ce mélange quelque chose de meilleur, c'est

l'histoire des sorcières de Macbeth remuant leur chaudrons et disant le mélange sera bon. Dans la mesure où il s'agit là d'une quête extrêmement difficile liée à tous les problèmes de notre époque et en particulier à l'évolution constante de la société économique en même temps que des connaissances scientifiques, je pense qu'il faudra longtemps pour que l'université retrouve son assiette, la certitude de ce qu'elle est, de ce qu'elle doit être, de ce à quoi elle prépare et des méthodes par lesquelles elle y prépare.

Et c'est pourquoi j'estime qu'il est capital que l'enseignement secondaire soit la base solide de notre université. Dans la mesure même où après le bachot c'est pour beaucoup l'inconnu, il est essentiel que les enfants qui suivent l'enseignement secondaire en sortent avec une formation solide leur permettant soit d'aborder la vie active, soit d'aborder les études supérieures.

Naturellement, cet enseignement secondaire lui-même doit évoluer. Il ne peut pas ne pas évoluer. Il y avait en 1938, 700 000 élèves à peine dans tous les établissements secondaires français ; il y en a à l'heure actuelle 4 200 000, c'est-à-dire six fois plus. C'est une première raison évidente puisque désormais cet enseignement secondaire ne prépare pas uniquement à quelques carrières et qu'il est obligé d'élargir considérablement son éventail.

D'autre part, les connaissances ont dans beaucoup de domaines fait des progrès considérables, en particulier en matière scientifique, et ne peut plus être ce qu'il était il y a vingt ou trente ans. J'ajoute que la hiérarchie des connaissances s'est en quelque sorte modifiée, j'entends non pas hiérarchie en valeur mais hiérarchie pratique, adaptation à la vie. Certes l'histoire, le latin ou le grec auxquels nous nous sommes vous et moi consacrés, n'avaient pas il y a trente ans une utilité pratique très supérieure à celle d'aujourd'hui. Mais d'autres connaissances ont pris proportionnellement une utilité pratique plus grande au fur et à mesure du développement des moyens de transports et de l'interprétation générale des nations, de l'importance prise par les problèmes économiques. Des enseignements comme la géographie, les langues vivantes, un enseignement minimum économique ont pris une importance nouvelle et doivent avoir une part plus grande dans l'enseignement secondaire.

J'ajoute que les méthodes aussi ne peuvent pas ne pas évoluer. Nous avons tout un ensemble de moyens audio-visuels qui doivent être utilisés pour des sciences comme la géographie ou les langues vivantes auxquelles ils sont particulièrement adaptés.

Et puis, je crois que les jeunes gens, les enfants auxquels on s'adresse aujourd'hui ne sont plus tout à fait les mêmes. Cela tient à une évolution du monde contre laquelle on ne peut rien quelle que soit l'opinion qu'on puisse en avoir. Entre l'invention de l'imprimerie et le début du XX^e siècle, le monde a vécu dans la civilisation de l'écrit et la lecture, l'écriture étaient pour l'enfant, pour le jeune homme le moyen normal d'accéder à la culture et même à la connaissance. Or, aujourd'hui, avec le développement de la radio, de la télévision, les professeurs ont affaire à des enfants ou à des jeunes gens qui sont dans un tout autre univers, qui ont pour assimiler les connaissances des moyens tout à fait différents, qui sont précisément l'œil et l'oreille. De telle sorte que nous avons des garçons et filles pour qui l'écrit ou la lecture représentent un effort et pour qui, par contre, l'assimilation par l'image ou par le son est toute naturelle. J'ajoute que des jeunes gens qui ne sont pas en avance sur ce que nous étions à leur

âge en ce qui concerne une certaine formation culturelle intellectuelle, sont certainement très en avance sur ce que nous étions par leur connaissance directe de la vie et du monde, connaissance qu'ils puisent dans la radio et dans la télévision en famille.

C'est pourquoi les conditions de l'enseignement sont complètement transformées et c'est pourquoi l'enseignement secondaire plus qu'ailleurs, il importe de ne rien sacrifier d'essentiel et de ne pas commencer par détruire sous prétexte de reconstruire, mais de refaire un examen d'ensemble complet de ce que doit être cet enseignement dans ses méthodes, dans ses finalités et dans ses sanctions. Je n'ai pas la prétention d'apporter et surtout pas d'imposer des solutions. Mais je crois que cet examen doit être fait en commun par tous ceux qui y sont intéressés, il doit surtout être fait de bonne foi, c'est-à-dire en éliminant aussi bien les routines administratives que les habitudes professionnelles ou que les prétentions corporatives.

Il faut regarder les problèmes nettement et il faut essayer de les résoudre en bonne foi, c'est-à-dire le mieux possible mais pour de vraies raisons et des raisons qu'on avoue ; j'en donnerai un ou deux exemples.

Il y a le problème du latin qui préoccupe beaucoup de ceux qui sont ici pour qui le latin était une chose sacrée. Je ne pense pas être suspect d'être l'ennemi de la culture gréco-latine, mais il est évident que le problème de cette culture ne peut pas se poser aujourd'hui comme il se posait il y a trente ans et, à plus forte raison, il y a cinquante ans. Jaurès faisait des discours en vers latins et il lisait Lucrèce quand il venait dans sa circonscription, ce dont je ne suis pas sûr que je sois capable. Il faut traiter ce problème, mais il ne suffit pas de le traiter par des décisions improvisées.

Ou bien on considère le latin, comme le grec, comme une forme de culture particulière, dans ce cas il n'y a aucune raison de commencer le latin en 6^e, on peut très bien le commencer en 4^e, voire en seconde ; après tout en seconde on a quinze ans, quand on passe l'agrégation on en a quelque vingt-cinq, cela fait dix ans pour apprendre le latin, si on s'y consacre vraiment, cela peut suffire.

Mais si, par contre, on considère que le latin est une façon de mieux connaître le français, d'imposer une meilleure connaissance de la grammaire et de la syntaxe, de faire comprendre la langue française précisément parce qu'elle est différente de la langue latine, si l'on considère d'autre part que la version latine est un exercice de raisonnement, presque incomparable à cause du passage permanent de la langue synthétique à la langue analytique par excellence qu'est le français, alors le latin au contraire, à mon sens, devrait être enseigné dès la 6^e. Je ne choisis pas, je dis simplement que je voudrais qu'on pose le problème et qu'on le pose en termes réels.

Je dirai la même chose du bachot. Qu'est-ce qu'on veut faire du bachot ? Ou bien c'est un examen d'enseignement supérieur, un premier titre de l'enseignement supérieur et qui ouvre toutes grandes les portes des facultés, qui donne un droit à poursuivre les études et alors il faut qu'il soit difficile, il faut qu'il institue une sélection, je n'ai pas peur du mot. Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas laisser aller vers des études prolongées des gens qui n'ont pas la

préformation indispensable nécessaire. Après tout, on peut se faire coller au bachot et s'y représenter, on peut ne pas avoir son bachot et réussir très brillamment dans l'existence. Il n'y a pas que le baccalauréat dans la vie et cette espèce de hantise en France pour le baccalauréat est proprement absurde.

Si, par contre, on considère que l'enseignement supérieur doit faire lui-même et assurer lui-même les règles de son recrutement, eh bien alors le bachot peut devenir un simple certificat constatant que vous avez convenablement poursuivi des études secondaires sans plus, mais qui ne vous dirige pas obligatoirement vers des études prolongées.

Là aussi, je le répète, il y a plusieurs solutions. Je ne sais pas s'il y en a une meilleure que l'autre ; je ne sais pas s'il y en a qui n'ont aucun inconvénient, je suis convaincu que toutes ont des inconvénients, mais encore faut-il saisir le problème, encore faut-il le poser clairement et encore faut-il le résoudre pour de bonnes raisons. En tout cas les préoccupations corporatives, les préoccupations de convenance personnelle ne doivent pas intervenir dans la solution du problème du baccalauréat.

J'ai pris ces deux exemples, il y en aurait bien d'autres pour montrer que l'enseignement secondaire est vraiment la base même de notre université. C'est lui qui prend les enfants presque au sortir de la première enfance, qui les mène jusque et même un peu au-delà de l'adolescence et qui leur donne la formation sur laquelle ils vivront que ce soit dans l'action, que ce soit dans la suite de leurs études. C'est pourquoi il importe de sauver cet enseignement secondaire, de le remettre au goût du jour, de ne pas le laisser se défaire, se déliter en quelque sorte dans l'incertitude sur ce qu'il doit être et ce à qui il prépare.

Et il faut naturellement que renaissent entre professeurs et élèves ces sentiments dont je parlais tout à l'heure, qui n'empêchent nullement une certaine liberté, mais qui, en fin de compte, doivent être de la part des élèves le respect des maîtres, respect que les maîtres et chefs d'établissement se doivent à eux-mêmes d'imposer, par la qualité de leur enseignement. Je puis les assurer qu'ils trouveront pour les soutenir l'appui complet de leur ministre, du gouvernement et du chef de l'État.

Ce sont là des paroles un peu graves pour une réunion qui devrait être uniquement sous le signe de l'amitié mais l'orateur précédent n'a pas pu s'empêcher de se laisser aller à ce type de réflexions parce qu'elles s'imposent aujourd'hui à nous tous. Elles s'imposent à nous comme anciens élèves, qui nous rappelons ce qu'était l'enseignement et qui ne voulons pas le voir se dégrader. Elles s'imposent à nous comme parents d'élèves, voire comme grands-parents d'élèves. Elles s'imposent à nous comme citoyens. À tous ces titres, nous devons y veiller et nous devons aider tout ce qui tend à la sauvegarder et à la transformation dans l'ordre de notre université, de notre enseignement.

Mes chers camarades, croyez bien que l'accueil qui m'est fait aujourd'hui me touche profondément. Me trouver au milieu de vous, c'est pour moi, au poste où je suis, à la fois un retour aux sources et une sorte d'encouragement pour l'action que je puis avoir à mener au-dessus de toute politique et au-dessus de tous partis pour l'intérêt de notre pays.